

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 13 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Maintenant c'est sa femme !**
- 2) **Le GVT doit réagir**
- 3) **Ils nous causent**
- 4) **Il cherche des sous...**
- 5) **La "honte nationale"**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Jérôme Cahuzac dit avoir été poussé à la fraude par sa femme



A la reprise de son procès ce lundi, l'ancien ministre Jérôme Cahuzac a expliqué avoir puisé dans ses avoirs cachés pour "maintenir le train de vie" de sa famille. Une demande qui émanerait de son ex-épouse, elle-même jugée dans cette affaire.

"Ma femme n'acceptait pas ou en tout cas très mal que je n'assume pas la moitié des dépenses familiales." C'est de cette manière que Jérôme Cahuzac, au tribunal, a tenté de se justifier, alors qu'il est **jugé depuis une semaine pour fraude fiscale et blanchiment**. Il est accusé d'un retrait en liquide -20.800 euros selon la banque, 10.000 selon le prévenu- en septembre 2011. Son compte caché est passé en 2009 de Suisse à Singapour.

Il assure que des 20.800 euros prélevés sur son compte caché pour financer le mariage de sa fille, il n'en a reçu que 10.000: une "erreur de manipulation", selon l'ex-ministre, qui met en cause l'intermédiaire chargé de la remise des fonds.

La fraude survient juste avant son entrée au gouvernement

"Nous sommes à sept huit mois de la présidentielle", souligne le président sur la date des faits. Le prospère chirurgien spécialiste des implants capillaires, devenu un homme qui compte au Parti socialiste, et auquel la rumeur promet déjà un ministère, n'aurait-il pas dû avoir "un frein?", veut-il savoir.

"Je ne sais pas si je vais entrer au gouvernement" en septembre 2011, se défend Jérôme Cahuzac, rappelant qu'il fallait encore que François Hollande remporte une primaire, la présidentielle, et que lui-même conserve son siège de député.

"Je n'ai pas su lever cette contradiction entre l'homme privé et l'homme public", "j'ai voulu avoir des responsabilités (politiques) et garder mon train de vie", a dit l'ancien ministre du Budget, à l'origine du plus grand scandale politico-financier de l'ère Hollande. Il n'a aujourd'hui plus d'activité.

La responsabilité de la banque mise en cause

Le président a également fait passer un mauvais moment à des responsables de la banque suisse Reyl, dont Jérôme Cahuzac a été client, et dont un cadre a aidé l'ancien ministre à retirer le liquide en septembre 2011.

Une erreur "extrêmement dommageable", qui a

valu à ce salarié d'être "notifié", en novembre 2013, alors que le scandale avait déjà éclaté, a souligné Thomas Fontaine, qui représente Reyl et Compagnie, jugée comme personne morale.

Le président se demande si la banque genevoise avait "conscience" d'un éventuel problème autour de Jérôme Cahuzac. "Il est difficile pour une personne morale d'avoir une conscience", répond Thomas Fontaine.

Par la rédaction avec AFP



II) Alstom : Montebourg appelle le gouvernement à réagir



XAVIER LEOTY / AFP

Alors que les membres du gouvernement se réunissent ce lundi matin pour parler de la situation d'Alstom, Arnaud Montebourg les a appelés sur France Inter à empêcher la fermeture du site de Belfort.

"Nous ne laisserons pas faire." Juste avant la réunion interministérielle à l'Elysée pour évoquer l'avenir d'Alstom, l'ancien ministre du Redressement productif a réaffirmé sa position sur France Inter, ce lundi matin. Confrontée à une pénurie de commandes, l'entreprise a annoncé la délocalisation de sa production de locomotives de Belfort à Reichshoffen (Bas-Rhin) d'ici 2018, et assuré qu'elle proposerait aux 400 salariés concernés "une proposition de transfert, s'ils le

souhaitent" vers ses autres usines du pays.

Quarante-quatre locomotives à fabriquer, c'est presque deux ans de travail Arnaud Montebourg

Pour Arnaud Montebourg, le gouvernement n'est pas assez réactif. Actionnaire majoritaire de la SNCF, l'Etat possède 20% des votes et a le pouvoir d'agir, selon lui. "Quarante-quatre locomotives à fabriquer, c'est presque deux ans de travail, a-t-il plaidé. Je demande que le gouvernement revienne sur ces décisions et que le site de Belfort soit maintenu en l'état".

Piquant, Arnaud Montebourg a estimé que la responsabilité du dossier concernait le ministre de l'Economie, anciennement Emmanuel Macron, et que rien n'avait été fait.

Valls pose des conditions aux dirigeants d'Alstom

"La méthode employée par Alstom est inacceptable. Nous l'avons dit cette semaine aux dirigeants d'Alstom", a fustigé ce week end Manuel Valls lors de l'émission Le grand rendez-vous, sur Itélé/Europe 1/Les Echos. "Nous avons déjà sauvé Alstom et nous pouvons encore sauver Alstom, à condition que les dirigeants jouent pleinement leur rôle".

Barbara Azaïs

lci.fr

III) A La Rochelle, Montebourg parle de la France, Hamon des Français

Xavier Frison

Au cours de plénières auxquelles ne manquait que Jean-Luc Mélenchon parmi les candidats de la gauche opposée à François Hollande, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon ont rappelé leur volonté d'une primaire élargie, sans masquer leurs désaccords de fond. Avec une salle acquise à l'un et des médias focalisés sur l'autre.



Sipa

Si le candidat unique des frondeurs devait être choisi à l'aune de sa popularité auprès des médias, Arnaud Montebourg serait désigné d'office. Quand Benoît Hamon privilégie les rencontres intimistes avec la presse en petites sessions de confidences "off", Arnaud Montebourg, lui, commence par se faire désirer. Avant d'apparaître tel le Roi Soleil devant une haie de journalistes soudain enfiévrés. Bousculades, chutes, forêt de perches et de caméras, personne n'avait avant lui déclenché une telle hystérie à l'université d'été des frondeurs du PS, organisée ce week-end des 10 et 11 septembre à La Rochelle.

Dans la salle, en revanche, le rapport de force diffère. Au cours de la première plénière du dimanche matin, c'est un Arnaud Montebourg applaudi franchement, mais avec mesure, qui s'avance à l'estrade. Acclamé lors de son intervention de la seconde plénière du jour, Benoît Hamon profite de son ancrage historique dans le parti, quand le franc-tireur Montebourg manque d'assise militante. Sur le fond, l'ancien ministre du Redressement productif commence en partageant son inquiétude avec les 350 militants présents : "J'ai le sentiment d'être revenu à la case départ d'un 21 avril qui se profile devant nous". Prêt à "engager un processus de rassemblement des Français avec les socialistes et les composantes de la gauche", Arnaud Montebourg se déclare favorable à l'organisation d'une "primaire large". Sous réserve, comme il l'aura précisé à son arrivée au Forum des Pertuis, de garanties solides sur la loyauté du dispositif.

Comme s'il voulait donner des gages et montrer qu'il partage les vues de Gérard Filoche ou de Marie-Noëlle Lienemann - tous deux très applaudis - mais aussi de Benoît Hamon, Cécile Duflot ou Pierre Laurent, tous intervenus en direct ou par visioconférence, Arnaud Montebourg y va de son anaphore : "Oui, j'approuve la question [de la revalorisation] des salaires ; j'approuve le fait

que la directive des travailleurs détachés fasse l'objet d'une décision de suspension unilatérale (...) Oui, j'approuve la question de la réduction du temps de travail. Oui, j'approuve la question de la réinvention du modèle social ».

Un Montebourg repeint en vert

Dans une allocution très programmatique, Arnaud Montebourg aborde la délicate question environnementale. L'éloignement de Bercy a clairement verdi l'ancien défenseur du gaz de schiste : "Je crois dans la croissance décarbonée, lance l'ex-député de Saône-et-Loire. Celle qui fixe comme projet politique national la réduction drastique de l'utilisation du charbon, du pétrole et des énergies fossiles les plus polluantes dans les transports, dans les logements, dans l'industrie". Montebourg se targue même d'avoir repris dans son projet "la proposition de Nicolas Hulot portant sur la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés".

Comme le changement a ses limites, les questions économiques restent un point de divergence majeur entre lui et Benoît Hamon : "Le débat existe entre ceux qui défendent la décroissance, ceux qui se posent la question de la résignation à la stagnation séculaire, commence Arnaud Montebourg. J'écarterai la décroissance, nous l'avons connue c'était l'année de la crise en 2008 (...), nous avons vu les dégâts que cela a pu causer". Avant une pique en direction d'Emmanuel Macron, accusé d'avoir laissé tomber Alstom à Belfort, Arnaud Montebourg tente de revenir à hauteur de citoyen : "Les Français ce qu'ils veulent, ce n'est pas des discours politiques, ce sont des actions concrètes qui puissent transformer leurs vies".

Plébiscité par la salle, Hamon s'adresse aux Français "invisibles"

Une stratégie bien mieux maîtrisée par un Benoît Hamon très populaire auprès des militants. Tout son propos évoque les petites gens, ces "invisibles" aux problèmes concrets du quotidien dont "plus personne ne parle". "Les demandes sociales des Français ne trouvent plus aucune forme de débouchés dans la parole et le discours des politiques", estime le député des Yvelines. "Les Français sont devenus des invisibles sur leurs demandes [du quotidien]. On vous parlera de déficit, on vous parlera de croissance, on vous parlera de bon nombre de grands concepts sur la réorientation de la construction européenne", continue Hamon. "Mais on ne parle plus du travail, de la souffrance au travail, que la France

est divisée entre ceux qui n'ont pas de travail et ceux qui travaillent dont une grande partie est surmenée".

Egratignant au passage le discours de Wagram de François Hollande - "Il y a des discours politiques qui chantent plus qu'ils ne parlent. Wagram chantait sans doute mais ne parlait pas à grand monde" -, Benoît Hamon veut "redonner du pouvoir au citoyen", "enjeu principal des années à venir". Emmanuel Macron a droit une nouvelle fois à une mention spéciale à l'évocation du numérique, "question démocratique fondamentale que certains, qui vont à Londres par exemple, traitent sous la forme d'une opportunité heureuse". Manuel Valls n'est pas non plus oublié : "L'évolution qui est celle de notre pays, encouragée par les saillies du Premier ministre qui privilégie la question identitaire à la question sociale, est sur ce point extrêmement dangereuse ».

Optimisme à tous les étages... pour l'instant

Il faut attendre la fin de la séance de ball-trap pour entendre une brève évocation des différences de vues avec Arnaud Montebourg : "Je ne suis pas d'accord avec ce qu'à dit Arnaud sur la croissance mais il faut en débattre", glisse Benoît Hamon. Ce sera tout pour les divergences, les deux candidats préférant insister sur ce qui les rassemble et sur la nécessité de l'union. "Beaucoup des audaces que vous avez exprimé, je les partage, rassure Arnaud Montebourg. Pas toutes, mais cela n'a pas d'importance. Le plus important c'est que ce qui nous rassemble a beaucoup plus de force que ce qui pourrait nous diviser". Comme en écho, Benoît Hamon appelle à "ce qu'il n'y ait qu'un candidat de gauche au premier tour de l'élection présidentielle. (...) Une primaire de toute la gauche, c'est la démocratie et la possibilité pour la gauche de gagner", conclut l'ancien ministre de l'Éducation nationale devant 350 militants debout.

Si ce n'était le refus catégorique confirmé par Jean-Luc Mélenchon de participer à cette primaire élargie, le tableau de l'unité serait presque parfait. Reste à savoir qui des deux favoris parmi les candidats frondeurs laissera la place à l'autre. Et comment espérer sérieusement ramener toutes les composantes de la gauche sous la bannière d'une primaire commune. À ce stade, peu importe pour les militants, trop heureux d'avoir retrouvé le phare du socialisme après quatre années d'errance. À peine Christian Paul a-t-il eu le temps de conclure le week-end en appelant à "un parti d'un nouveau type après 2017" qu'une militante s'extirpe de son siège en lâchant, hilare : "On

vient de se prendre un bon shot de Red Bull de gauche là, ça fait un bien fou !"



IV) Présidentielle: le FN est à la recherche de financements à l'étranger

Par Marine Turchi

Pour 2017, le Front national a besoin d'au moins 23 millions d'euros. Le parti, qui dénonce un « refus » des banques françaises de lui accorder un prêt, se tourne à nouveau vers l'étranger, et serait sur le point d'aboutir. Cotelec, le micro-parti de Jean-Marie Le Pen, financera également une partie de la campagne, malgré la rupture des Le Pen.

Ça avance bien, mais tant que les fonds ne sont pas arrivés... » Bernard Monot, le « stratège économique » de Marine Le Pen, attend de le voir pour y croire. Mais à écouter l'eurodéputé, la recherche d'emprunts à l'étranger pour financer la campagne présidentielle du Front national serait en bonne voie. « C'est plutôt le trop-plein. On se concentre sur deux ou trois pistes qui peuvent aboutir, mais on a mis une douzaine de lignes à l'eau qu'on peut actionner. Nous cherchons à l'Ouest, on privilégie la zone dollar et la zone euro, car les taux sont relativement faibles. On a aussi des pistes au Moyen-Orient », affirme-t-il à Mediapart, tout en soulignant que « rien n'est encore signé ».

Pour les élections de 2017, le parti d'extrême droite a besoin d'au moins 23 millions d'euros, à savoir « 12 millions pour la présidentielle et 20 000 euros pour chacun des 577 candidats aux législatives », explique à Mediapart le trésorier du FN, Wallerand de Saint-Just. En attendant de signer une convention de prêt avec une banque à l'étranger, « c'est le FN qui prête », ajoute le trésorier, et « il ne peut pas apporter beaucoup ». Quant à Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen,

il est mis en examen dans l'enquête judiciaire sur les financements du FN et « ses bénéficiaires ont été bouffés par les candidats qui n'ont pas été remboursés », assure Wallerand de Saint-Just.

C'est donc un autre micro-parti qui viendra – en partie – au secours du FN pour 2017 : Cotelec, l'association de financement de Jean-Marie Le Pen. Malgré son exclusion en mai 2015, et alors qu'il ambitionne de présenter lui-même des candidats aux législatives, l'ancien président du FN continuera de financer une partie de la campagne frontiste. Ces deux dernières années, Cotelec avait à nouveau octroyé des prêts aux candidats frontistes lors des élections européennes et régionales. « Cotelec va nous aider – c'est normal, c'est son objet social –, mais pas suffisamment..., juge Bernard Monot. C'est pour cela que nous sommes en chasse ailleurs ». « Là, les intérêts matériels prennent le dessus, justifie Wallerand de Saint-Just. Cotelec a très bien fait son travail aux régionales et nous avait prêté 4 ou 5 millions d'euros. Et il faut que l'argent de Cotelec tourne. »

Une information confirmée par Le Parisien ce lundi, qui parle d'une opération « tout bénéf » pour le FN comme pour Cotelec. « L'association n'arriverait plus à attirer de prêteurs et Jean-Marie Le Pen pourrait perdre beaucoup d'argent » si elle ne soutenait pas les campagnes frontistes, assure au quotidien un proche de Marine Le Pen. « Nous dégageons une toute petite marge qui est intégralement réinvestie dans le fonctionnement de Cotelec », commente aussi un fidèle de Jean-Marie Le Pen.



© Reuters

Depuis des mois, le parti lepéniste se plaint du « refus des banques françaises » de lui prêter des fonds pour les élections. « Avant c'était les parrainages, maintenant c'est le fric ! », s'exclame Wallerand de Saint-Just. Les parrainages, c'était politique, mais l'argent... Je pense que les patrons de banques se sont réunis après que le compte de Sarkozy a été retoqué,

pour dire «on ne finance plus les campagnes électorales, fini» », poursuit le trésorier, qui en appelle au « sens civique des banques françaises ». Il explique avoir envoyé, fin mai, « 45 courriers », à « la quasi totalité du réseau bancaire français et des banques étrangères en France » et n'avoir reçu que quelques réponses, « négatives ».

Dans la foulée, Marine Le Pen a écrit au président de la Fédération bancaire française (FBF), Frédéric Oudéa, par ailleurs dirigeant de la Société générale, la banque qui avait fait des prêts par le passé au FN (notamment un prêt de 4 millions d'euros pour la campagne présidentielle de 2012). La fédération lui a rétorqué qu'il revenait « à chaque établissement de gérer sa politique d'octroi de crédit ».

Aujourd'hui, le Front national va plus loin. « Si nous n'avions pas le sabotage de l'État français, ce serait déjà fait », met en cause Bernard Monot, qui dénonce « des interventions de l'État » dans leurs recherches de financements auprès de banques privées à l'étranger. « L'État français joue un rôle déplorable. Ils interviennent au bon moment, sur les bonnes personnes. Nos intermédiaires nous disent “nos contacts ont reçu des pressions”. C'est du chantage économique ou diplomatique, du type “si vous prêtez au Front national, on ne travaillera plus avec vous”. Qui actionne précisément les leviers ? Je ne sais pas. L'État a ses contacts locaux. Dans le cas de mon expérience du mois de juillet, aux États-Unis, c'était les instances politiques », dit-il, sans vouloir livrer davantage de détails. « C'est faux », dément fermement l'Élysée, sollicité par Mediapart.

« Le financement [public] des partis politiques n'est pas transparent et démocratique », fustige Bernard Monot. Le parti frontiste réclame qu'« un établissement public neutre finance tous les candidats aux élections », explique l'eurodéputé, en citant par exemple la Caisse des dépôts et consignations, dont il est lui-même issu, qui pourrait « mettre une ligne de crédit ». « Les banques françaises vont être mises au pied du mur à un moment, elles vont être sollicitées par les autres candidats, commente de son côté Wallerand de Saint-Just. Pourquoi un tel déséquilibre ? Où les autres candidats vont-ils trouver les 15 millions d'euros pour la présidentielle ? Ce serait inacceptable qu'ils soient financés. »

En juillet déjà, le trésorier du FN s'alarmait : « Cette question de l'argent doit être résolue pour la rentrée, sinon ce sera inquiétant. Si ça n'avance pas, on s'adressera aux banques à l'étranger courant septembre, mais c'est subsidiaire. » En réalité, le parti n'a pas attendu pour prospecter à l'étranger. « On cherche aux quatre coins de la planète. Moi je m'occupe de la zone dollar au sens large, c'est-à-dire États-Unis, Canada, Singapour, Inde, etc. Je ne veux plus travailler en zone Russie car les taux sont trop élevés, mais certains s'occupent de l'Est, Jean-Luc Schaffhauser travaille sur la Russie », indiquait à Mediapart l'eurodéputé Bernard Monot, dès le mois de juin.



L'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, qui a débloqué le prêt russe de 9 millions d'euros en 2014. © Reuters

Celui qui se présente comme le « commanditaire » du prêt russe, obtenu en 2014 grâce à un « intermédiaire », l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, explique être « sur ce sujet, en direct avec Marine [Le Pen] ». « Lever des fonds n'est pas si simple, c'est un parcours du combattant.

On actionne tous nos réseaux. Nous avons eu une proposition de Singapour mais je n'ai pas donné suite. À Hong Kong, nous avons un contact. On y travaille, je procède par étapes, d'abord la présidentielle, on verra les législatives après. »

Le parti prospecte aussi activement au Moyen-Orient. La présidente du FN avait exploré en 2014 la possibilité d'un financement d'une banque d'Abou Dhabi (Émirats arabes unis), reconnaît Wallerand de Saint-Just, mais cette piste « s'est éteinte rapidement », affirme-t-il.

Jean-Luc Schaffhauser avait, lui, expliqué à Mediapart avoir négocié un prêt « à un taux de 2,8 % » avec cette banque, « mais cela ne s'était pas fait le jour de la signature, en février 2014 ».

Le parti frontiste avait en revanche décroché un prêt russe de 9 millions d'euros en septembre 2014, et financé ses européennes grâce à un autre prêt russe, de deux millions d'euros, obtenu par le micro-parti de Jean-Marie Le Pen, comme Mediapart l'avait révélé. En octobre 2014, alors que ces deux prêts étaient déjà signés, Marine Le Pen et le trésorier du parti avaient assuré respectivement à L'Obs et à Mediapart qu'aucun financement n'avait été trouvé pour l'instant.

« Le Kremlin ne met pas tous ses œufs dans le même panier, mais il avait en tout cas “validé” ces 9 millions. Entre les européennes et les régionales, la Russie a pu penser que le Front national était le parti qui allait arriver au pouvoir. Mais depuis les régionales et le zéro région du FN, c'est fini », explique un russophile bien informé. Le parti continue en tout cas de démarcher dans le pays de Vladimir Poutine. « Jean-Luc Schaffhauser sera sollicité sur la Russie, c'est lui que j'ai vu essayer et réussir [en 2014 – ndlr] », avait précisé avant l'été Wallerand de Saint-Just. Le parti ne pourra en revanche pas compter à nouveau sur la First Czech Russian Bank (FCRB) qui lui avait octroyé le prêt de 9 millions, puisqu'elle a déposé le bilan.

« Cela peut être une banque commerciale étrangère, glisse un autre membre du bureau politique. Ce ne sera pas une banque d'un pays “exotique” (sic). »

mediapart.fr

V) Lienemann: « ce que fait Eric Zemmour est une honte nationale »

Par Public Sénat

Invitée de Sénat 360, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris et candidate à la primaire socialiste, a condamné les propos tenus par l'écrivain et polémiste Eric Zemmour sur le plateau de l'émission C à Vous le 6 septembre dernier.

Rappelant les termes utilisés par l'auteur de Le Suicide français sur les musulmans lors de cette

émission, notamment « En Islam, il n'y a pas de musulmans modérés, ça n'existe pas », elle a annoncé vouloir saisir le CSA et invite d'autres politiques à faire de même. « Je pense que sur ces sujets, il ne faut pas en faire une question politique » a-t-elle ajouté. « Ce que fait Eric Zemmour, c'est une honte nationale. Il attaque ce qu'il y a de plus précieux dans la France et dans sa grandeur, et nous devons réagir ».

Concernant la primaire chez les socialistes, la candidate à l'élection présidentielle a appelé tous les candidats de gauche à « créer une dynamique », et de rassembler les positions de chacun pour en faire un programme commun. « Il faut voir si on est capable avec les autres partenaires de gauche, de créer une plateforme législative commune. On est en train de mourir de la monarchie créée par la Ve République. (...) Si cette unité prend autour d'un programme, croyez-moi, les questions de personne se résoudreont ».

<http://dai.ly/x4sy7vr>

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com